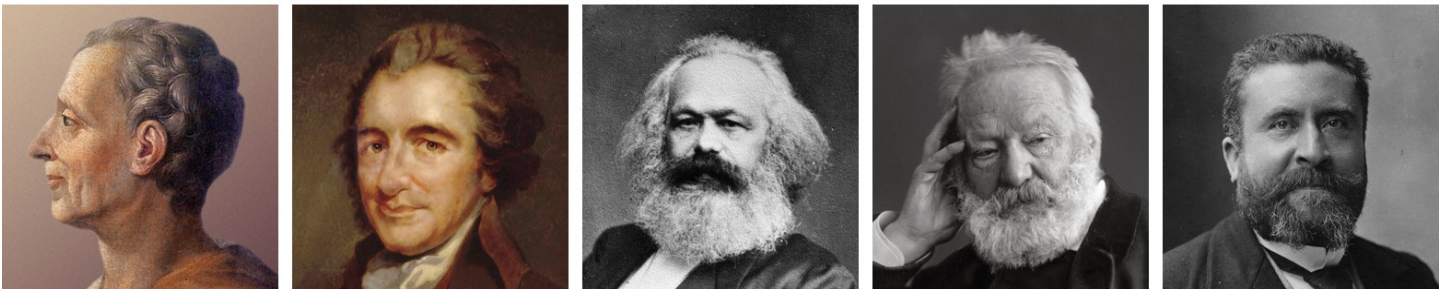


DÉCLARATION DE PRINCIPES



« ...Un jour viendra où vous, France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, se sont fondues dans la France... »

Victor Hugo, Congrès de la Paix,
Paris, 21 août 1849

Laboratoire d'idées politiques *IMPERIUM*, Déclaration de Principes
© Paul VICICH, juillet 2018, tous droits réservés

Crédit photos couverture : Domaine Public
Source : commons wikimedia

La Mort de Socrate par Jacques-Louis David (1787, détail)
Platon et Aristote dans *L'École d'Athènes*, fresque de Raphaël (1510, détail)
Saint Augustin par Botticelli (vers 1480, détail)
Niccolò Machiavelli par Santi di Tito (portrait posthume, XVIe siècle, détail)
Baruch d'Espinoza dit Benedictus de Spinoza, peintre anonyme (1665, détail)
Montesquieu, peintre anonyme (1728, détail)
Thomas Paine par Auguste Millière (vers 1876 d'après une gravure de 1792, détail)
Karl Marx par John Jabez Edwin Mayall (1875, détail)
Victor Hugo par Nadar (vers 1884, détail)
Jean Jaurès par Nadar (vers 1904, détail)

Document réalisé avec LibreOffice Writer



Sommaire

Préambule.....	4
Titre I : le clivage gauche / droite.....	6
1. <i>Une distinction horizontale</i>	6
2. <i>Un clivage indépendant des valeurs</i>	7
3. <i>Un clivage intemporel contre le totalitarisme</i>	7
4. <i>Clivage gauche / droite : la dichotomie démocratique</i>	8
5. <i>La « fin de l'histoire »</i>	9
Titre II : le post-capitalisme.....	10
1. <i>Post-capitalisme et anticapitalisme</i>	10
2. <i>Capital et capitalisme</i>	10
3. <i>La rareté abondante</i>	11
4. <i>Du néolibéralisme au néoféodalisme</i>	12
5. <i>L'obsolescence de la « Valeur travail »</i>	13
6. <i>La régulation économique</i>	14
Titre III : le socialisme.....	15
1. <i>Champ d'application</i>	15
2. <i>Définition</i>	15
3. <i>Valeurs et universalité</i>	15
4. <i>L'intelligence collective de la société</i>	16
5. <i>Structures sociales organique et mécanique</i>	16
6. <i>Solidarité et assistanat</i>	16
7. <i>La liberté</i>	17
8. <i>La valeur citoyenne</i>	18
9. <i>Socialisme, progression historique du libéralisme</i>	19
Titre IV : notre Nation européenne.....	19
1. <i>Une nécessité historique</i>	19
2. <i>Une réalité historique</i>	19
3. <i>L'anomalie historique</i>	20
4. <i>La laïcité</i>	21
5. <i>Nos racines nationales</i>	22
Titre V : amendements.....	23
1. <i>Décroissance et sobriété économique</i>	23
2. <i>Démocratie et ochlocratie</i>	24



Préambule

Imperium est né d'un constat – celui de la crise profonde et durable que traverse notre société depuis plusieurs décennies – et d'une analyse – celle des causes premières de cette crise et des moyens d'y remédier. Les symptômes de la crise sont connus : chômage structurel, sentiment de déclasserment, perte des repères traditionnels, défiance envers la politique, incertitude face à l'avenir, insécurité sociale et culturelle. Nous n'imputons pas la responsabilité de cette crise aux seuls représentants de la Nation, de gauche ou de droite, ni aux politiques conjoncturelles que nous reconnaissons dictées pour l'essentiel par des impératifs systémiques. Nous désignons clairement la cause du mal dans la mécanique même du système capitaliste. Ne nous reconnaissant ni dans le renoncement de la gauche modérée à sa lutte anticapitaliste, ni dans la culture contestataire catégorielle de la gauche radicale, nous nous inscrivons dans la culture socialiste énoncée à Lille en 1900 par Jean Jaurès, à savoir

« l'opposition continue, profonde, à tout le système capitaliste ».

En ce sens, nous prônons un objectif clairement révolutionnaire, mais en privilégiant la voie réformiste à la lumière des erreurs idéologiques passées, notamment les théories caduques issues du concept de lutte des classes caractérisées par leur nécessité de produire du conflit social. Contre toute fracture sociale, nous insistons au contraire sur le fondement essentiel de concorde nationale opposable aux conflits de classe.

En pratique, conscients des attentes immédiates de nos concitoyens en terme d'amélioration de leurs conditions de vie, alors que la racine du mal nécessite une révolution structurelle régie par son temps propre, nous constatons une nécessité d'action sur deux fronts distincts : d'une part la bataille politique menée par les candidats et les programmes les mieux adaptés au service immédiat de leur concitoyens ; d'autre part la bataille culturelle que nous menons par la promotion de notre cap structurant, à savoir le dépassement nécessaire du capitalisme au profit du paradigme développé dans la présente déclaration.

Conscients du rapport de force actuel entre les puissances publiques nationales et la finance mondiale, nous ne croyons pas qu'un seul État européen isolé, fut-il une grande puissance, ne dispose d'une influence géopolitique suffisante pour modifier seul les conditions économiques de sa dépendance aux échanges internationaux. C'est pourquoi nous fixons pour objectif premier l'achèvement de l'intégration européenne en une Union politique de type fédéral, destinée à remplacer l'actuelle Union qui n'a aucunement les attributs d'une nation légiférante et protectrice.



DÉCLARATION DE PRINCIPES

L'Europe telle que nous la concevons ne s'inscrit en aucun cas dans une perspective universaliste de dépassement du fait national, car nous ne croyons, ni à la possibilité d'une organisation humaine hors du cadre national, ni aux Nations décrétées comme nous l'enseigne l'histoire qui, de tous temps, vit l'éclatement inéluctable des ensembles hétérogènes. Nous reconnaissons à la Nation la consistance identitaire d'une âme forgée par l'histoire, où chacun peut librement puiser sa revendication d'un legs culturel formant le ciment d'une solidarité permanente. C'est pourquoi nous pensons que les conditions d'un universalisme planétaire ne sont pas remplies à ce jour et ne le seront pas avant longtemps, pour autant que, comme tous les humanistes, nous le souhaitons pour finalité historique.

Nous reconnaissons cependant à l'Europe la qualité de Nation historique déjà constituée, selon les critères ci-dessus, nonobstant sa division politique conjoncturelle, ou toute objection de « non sentiment d'appartenance » commun à tous les préludes historiques des institutions consacrées par l'épreuve du temps. Notre Europe s'inscrit dans la perspective d'une seconde République européenne, d'un État-nation fédéral souverain formé par syncrisme des nations historiques qui le composent, comme les Nations se formèrent toujours, dans le périmètre de son aire culturelle multi-millénaire. Cette intégration stato-nationale est une condition indispensable à l'Europe pour la rendre en capacité d'opposer un front politique à sa dépendance économique internationale, lui permettre de développer son nouveau paradigme et pourvoir ainsi à une égale dignité pour tous.

Ainsi posé ce cap structurant, qui implique une puissance publique nécessairement placée au premier plan de la hiérarchie sociale, nous sommes conscients du risque induit par la puissance d'État nécessaire à la poursuite du nouveau paradigme, tant à l'échelle géopolitique planétaire qu'en matière de libertés publiques. De ce risque découle l'impératif incontournable d'une démocratie véritable, que nous définissons comme l'effectivité d'un contre-pouvoir exercé objectivement par des citoyens éclairés dans un cadre institutionnel approprié. Cette perspective s'oppose frontalement au consumérisme politique corrélatif à la dérégulation libérale, ainsi qu'à toute situation de précarité économique et d'insécurité de trajectoire individuelle impropre à l'objectivité du devoir citoyen. Elle s'appuie essentiellement sur la liberté vraie définie comme une capacité réelle d'influence éclairée sur ses conditions d'existence, en opposition à l'illusoire « libre-arbitre » exercé dans un cadre contraint par la nécessité économique et le déterminisme social.

Le second objectif fixé à la Nation européenne réunifiée sera donc de veiller à assurer pour tous les conditions matérielles de l'exercice démocratique, en termes économiques, institutionnels et culturels. L'effectivité



de la puissance publique et la sécurisation des trajectoires individuelles créeront les conditions d'une dialectique émancipatrice permanente vers la liberté vraie. Au plan international, l'Europe cherchera davantage dans ses partenariats la promotion de son modèle que l'intérêt économique à courte vue, en vue du rattrapage à terme des différents niveaux de vie dans le Monde dans la finalité de former un jour la base d'une Nation mondiale si la Providence y consent.

Tel est le cap structurant partagé sans réserve par tous les adhérents d'*Imperium* et pour lequel ils s'engagent explicitement par leur acte d'adhésion. Les chapitres suivants apportent les précisions nécessaires à l'éclairage de ce socle, étant admis que l'emploi de termes masculins dans un champ lexical neutre s'entend implicitement à valeur générique, autrement dit du genre neutre non marqué, considérant comme évidente l'égalité des sexes sans nécessité de recours à l'écriture inclusive.

Titre I : le clivage gauche / droite

1. Une distinction horizontale

Le terme « clivage » emprunté à la minéralogie désigne l'aptitude de certains minéraux à se fracturer selon des surfaces planes et dans des directions précises, suivant un « plan de clivage » par opposition à une fracture irrégulière qui suit une « ligne de fracture ». Au sens métaphorique, un clivage politique désigne une opposition réputée permanente et irréductible entre des groupes sociaux identifiés, rendant possible l'existence d'une démocratie contradictoire. Les institutions ont alors pour rôle de fournir des lieux régulateurs à ces dissonances : parlements, médias, débats publics, partenariats sociaux. Un clivage, contrairement aux fractures sociales, est donc déterminé par la netteté de son plan de clivage, à savoir une claire perception des déterminants de l'opposition.

Née en France en 1789, sur les bancs de l'assemblée constituante pour une question précise, la pratique pour les députés de se ranger à gauche ou à droite du Président lors du décompte des votes s'est depuis largement répandue à travers le monde et les époques. Elle supplanta rapidement la première forme d'opposition apparue à la Convention, entre les députés de la Montagne et ceux de la Plaine. Nous faisons nôtre l'analyse souvent avancée que ce clivage, déjà perçu intuitivement comme relevant de la sensibilité personnelle indépendante du statut social, s'exprimait de manière plus appropriée dans l'horizontalité de la métaphore gauche / droite, plutôt que dans une verticalité rappelant l'échelle sociale. Comme alors sur les bancs de l'Assemblée constituante qui, parmi les députés favorables à une monarchie constitutionnelle, rassemblaient à droite les



« monarchiens » (partisans du veto absolu), et à gauche les « patriotes » (partisans du veto suspensif, qui obtinrent gain de cause), une même opposition distingua clairement par la suite les « conservateurs » de droite des « progressistes » de gauche.

2. Un clivage indépendant des valeurs

Né à l'origine de choix institutionnels, le clivage gauche / droite s'est montré par la suite largement poreux aux « valeurs » qui ont circulé d'un côté à l'autre. Ainsi la gauche originelle, soupçonneuse du pouvoir, vantait volontiers la liberté individuelle face à une droite qui lui opposait l'autorité de l'État. Plus tard, la justification socialiste de « l'État-providence » occasionnera un spectaculaire renversement de valeur en poussant la droite vers la défense des libertés individuelles. Dans un autre registre, la gauche favorable à la « République une et indivisible » était peu encline à accepter les particularismes alors que leurs lointains héritiers vanteront la « diversité ». De même les positions sur la colonisation se sont inversées à partir des années 50. Le « patriote » était de gauche en 1789 et d'extrême droite en 2002. D'autres valeurs demeuraient cependant transversales aux deux camps comme la liberté, la Nation, la justice ou la tolérance. Dans les années 1820, la gauche a incarné le socialisme en opposition à la propriété privée des moyens de production et d'échange, face à la droite capitaliste. Ce n'est qu'à la fin du XIXe siècle que le clivage s'est déplacé sur le terrain des valeurs à l'occasion de l'affaire Dreyfus. D'un côté, les « révisionnistes » défendront les valeurs de liberté, de justice, de progrès social, et seront à l'origine de la gauche moderne. De l'autre, ceux qui s'opposent à la révision au nom de la raison d'État mettront en avant l'ordre, la tradition, l'armée, et seront à l'origine de la droite moderne.

En cette aube du XXIe siècle, la question institutionnelle étant reléguée à l'arrière-plan par le renoncement de la gauche de gouvernement au dépassement du capitalisme, c'est encore le terrain des valeurs qui prédomine, mais au prix d'un brouillage des repères qui concourt à la perte de visibilité des oppositions. La gauche n'a en effet plus le « monopole du cœur » ni la droite celui de la tradition et de la Nation. Nous réfutons la thématique mobile des valeurs comme base pertinente d'exégèse du clivage gauche / droite et exprimons clairement, dans notre positionnement à gauche, une opposition sociétale.

3. Un clivage intemporel contre le totalitarisme

La vie politique a révélé à travers le temps des réseaux complexes de lignes de fractures croisées selon plusieurs déterminants, mais un seul plan de clivage traversant les époques et les circonstances. Celui-ci reste ancré dans l'opinion sous la forme de la métaphore horizontale



DÉCLARATION DE PRINCIPES

« gauche /droite » indépendante de la hiérarchie sociale. Cette persistance même témoigne d'un antagonisme intemporel dont la cause ne peut être trouvée que dans la nature humaine, et constitue une première objection aux adeptes de son « obsolescence ».

Une seconde objection est que le contraire du clivage est l'unité. Non seulement rien de tel n'est observable dans l'opinion mais, de plus, toute unité décrétée ne peut être interprétée que comme une prétention à embrasser la totalité du corps social, autrement dit au totalitarisme de sinistre mémoire. Le corps électoral ne saurait voir dans toute velléité de « dépassement » qu'une régression vers un totalitarisme antidémocratique. Son invocation par un candidat aux responsabilités ne peut être motivée que par l'exploitation d'une offre politique alimentaire ou par une velléité d'hégémonie antidémocratique. Son éventuelle attente par l'opinion ne peut qu'être conjoncturelle et s'expliquer quand l'absence de clarté téléologique ne permet pas de différencier les programmes. Il n'existe de même rien de tel qu'un hypothétique « centre » politique.

La confrontation des idées implique celle des opinions et, sauf à vouloir rechercher une division verticale calquée sur la hiérarchie sociale, au mépris du principe d'égalité, celle-ci ne peut suivre qu'un axe horizontal allant par définition de gauche à droite. Le clivage d'une société humaine en partis irréductibles apparaît comme la condition essentielle de la démocratie. Tout être social suit en effet une tendance fondamentale, démontrée par l'anthropologie, à raisonner selon des clivages qui simplifient les oppositions à mesure qu'il doit éclairer un ordre politique multidimensionnel de plus en plus difficile à appréhender. Ces mécanismes mentaux expliquent la survivance des mots aux circonstances historiques qui les ont vu naître.

4. Clivage gauche / droite : la dichotomie démocratique

La différence entre la gauche et la droite s'éclaire par l'analyse des axes de clivage observés au fil du temps et qui laissent apparaître deux types de déterminants. Un premier schéma de représentations, dit « cognitif », relève de la perception intellectuelle. Notamment : les partisans du libéralisme économique s'opposent à ceux de l'interventionnisme économique. Un second schéma de représentations, dit « affectif », relève du registre émotionnel. Notamment : ceux qui évaluent la valeur sociale de chaque individu à son attachement à une identité collective montrent une personnalité différente que ceux qui la conditionnent à sa réussite personnelle. L'analyse, tant cognitive qu'affective du clivage à travers les époques laissent fondamentalement apparaître deux conceptions concurrentes de la société humaine juste :



DÉCLARATION DE PRINCIPES

La droite, c'est l'idée qu'on est témoin du monde dans lequel on n'apparaît que pour interagir avec lui tel qu'il est. C'est pourquoi son maître-mot est « ordre » et qu'elle est volontiers conservatrice et traditionaliste.

La gauche, c'est l'idée qu'on se présente au monde pour le transformer et agir sur lui, autrement dit la foi dans le génie humain pour dépasser sa condition et faire progresser la société. C'est pourquoi son maître-mot est « progrès », et qu'elle est volontiers égalitaire et solidaire.

Parce que le clivage gauche / droite repose sur des déterminants humains irréductibles et complémentaires, il fournira toujours une opposition à une majorité, garantissant ainsi la transparence démocratique. La gauche et la droite, répondant à la fois aux principes de complémentarité et du tiers exclu, forment ensemble la *dichotomie démocratique*. Le clivage ainsi formé constitue l'élément moteur d'une démocratie saine, suivant le principe physique d'action / réaction : il est le double gage de l'audace face à l'inertie et de la raison face à l'égarement, pour peu que les forces démocratiques de gauche et de droite se témoignent mutuellement une égale considération républicaine dans le respect de l'art contradictoire.

5. La « fin de l'histoire »

Une controverse agite les milieux philosophiques sur une thèse usuellement appelée « fin de l'histoire ». Selon celle-ci, « l'histoire » serait un terme convenu pour désigner l'évolution humaine à travers les siècles et supposée achevée dans le consensus démocratique mondial opéré au sein des instances internationales comme l'ONU ou l'OMC. Aucun bouleversement politique majeur ne serait plus à attendre, pas plus que de nouveaux choix sociétaux, et l'action politique serait désormais réduite à la gestion économique. Nous réfutons cette fiction bâtie sur mesure pour la conservation de l'ordre établi et servie par le mythe d'une obsolescence du clivage gauche / droite. Celle-ci n'a d'autre but que de pérenniser les puissances financières supranationales et disqualifier toute volonté de progressisme. Nous interprétons le renoncement au combat anticapitaliste des forces politiques se réclamant de gauche comme une conséquence de la validation irréfléchie de ce leurre. Nous pensons au contraire que notre société affronte le moment historique de la fin d'un cycle, qui est celui du libéralisme et du capitalisme. Sans présumer que le suivant soit appelé à être le dernier de l'histoire, nous voyons dans l'attente devenue récurrente de « changement » exprimée par l'opinion comme une validation de la thèse cyclique. Il s'agit donc bien de reprendre le cours de l'histoire aujourd'hui paralysée par l'inertie politique.



Titre II : le post-capitalisme

1. Post-capitalisme et anticapitalisme

Imperium défend une perspective post-capitaliste, c'est-à-dire que nous affirmons l'urgence vitale pour notre société de dépasser au terme le plus raisonnable possible, comme sources premières de tous ses maux, l'économie de marché et le système économique capitaliste qui en dérive. Cet impératif est distinct, sans être nécessairement exclusif, de l'anticapitalisme qui se borne à condamner ce système au nom de l'équité sociale.

2. Capital et capitalisme

Le capitalisme est le système permettant la réalisation d'un paradigme socio-économique, le libéralisme économique, et qui repose sur la propriété privée des moyens de productions et d'échange appelés capital. Le terme « capital » désigne dans la conscience collective la somme d'argent ou de biens dont on est propriétaire privé. Bien que cette acception soit juste, elle ne peut rendre compte du capital au sens économique du terme, l'argent pouvant être dilapidé ou les biens détruits sans bénéfice pour l'économie. Le capital, au sens capitaliste, désigne la propriété privée d'un outil de production, matériel ou immatériel, de valeur d'échange ajoutée.

Il est important de noter, en premier lieu, le caractère immatériel de la production évaluée en grandeur de valeur, et non en simples termes de « biens et services » comme l'opinion le croit trop souvent. Ainsi la production de valeur peut-elle découler de la production d'un bien (mais pas nécessairement si le bien ne se vend pas) tout autant que d'une limitation volontaire de la production de ce même bien (en cas de pénurie constatée ou délibérée). Le capital matériel (unité de production) ou immatériel (propriété intellectuelle) produit une valeur ajoutée nécessairement immatérielle (la valeur d'échange) accessoirement véhiculée par un quelconque bien ou service matériel ou immatériel.

En second lieu, il est tout aussi important de noter la relativité de la valeur qui a tendance à décroître avec le temps (par l'amortissement ou la concurrence d'autres valeurs). Ainsi le capital ne repose-t-il pas sur sa simple détention mais au contraire sur son dessaisissement volontaire dès lors qu'il génère un renouvellement (cycle investissement / retour sur investissement). C'est pourquoi le capitalisme ne se définit pas par la simple propriété statique d'un capital accumulé, comme on le croit trop souvent, mais comme le mouvement perpétuel des capitaux qui, au nom de la « prise de risques », réclament une rémunération supérieure au rendement du travail. C'est pourquoi la valeur ajoutée globale doit croître en permanence pour la rémunérer, générant le cercle vicieux de la dette.



3. La rareté abondante

La croissance et l'augmentation de la dette sont liés à double titre. D'abord, comme développé au paragraphe précédent, à cause de la nécessité de créer une valeur ajoutée excédentaire au rendement du travail pour rémunérer le capital (intérêts ou rente), mais aussi pour maintenir la valeur d'échange même de la production qui est à la base du système.

La valeur d'échange bute en effet sur une difficulté logique qui n'affecte pas la valeur d'usage. La première désigne la valeur attendue par la vente éventuelle d'un bien, la seconde l'évaluation personnelle, nécessairement subjective, de l'avantage obtenu de l'usage propre du bien. La valeur d'usage est souvent supérieure à la valeur d'échange (par exemple une voiture hors d'âge indispensable pour garder son emploi) et n'a théoriquement pas de limite. Il en va tout autrement de la valeur d'échange soumise à la limite intrinsèque du moyen d'échange, en l'occurrence l'argent. Le paradoxe vient de ce que la valeur des biens à échanger, supposé croître indéfiniment, doit pouvoir être exprimée par celle du moyen d'échange qui, contrairement à la première, est liée à sa rareté. On imagine mal accepter l'or comme moyen d'échange si ce métal pouvait se trouver sous le moindre caillou. Cette condition de rareté affecte tous les moyens d'échange possibles, y compris ceux créés pour l'occasion. Il suffit d'observer l'inflation générée par un usage immodéré de la planche à billets.

La solution à ce paradoxe, que la masse monétaire, nécessairement limitée pour conserver sa rareté relative, doive coïncider avec la masse de valeur produite (PIB) supposée au contraire croître à l'infini, est de créer une valeur virtuelle avant l'échange, pour cet échange, et par le simple acte d'engagement à cet échange, ce qu'il est convenu d'appeler une dette. Bien des profanes butent sur cette simple réalité : un contrat de dette pour une somme d'argent ne permet pas d'obtenir cette somme sortie d'un coffre, mais de créer cette somme de toute pièce, sortie du néant. La création de la valeur d'échange correspondante à cette somme est renvoyée à plus tard. Elle est supposée advenir lors du remboursement. Ce subterfuge permet au capitalisme de réaliser cet oxymore improbable : la rareté abondante, contre toute logique posant que l'abondance annule toute valeur marchande (comme pour l'air qu'on respire).

La croissance perpétuelle indispensable au système est celle du PIB, autrement dit de la valeur d'échange – virtuelle – des biens et service qui leur servent de véhicule, elle-même dépendante de leur rareté relative. La sagesse populaire sait pourtant relever ce paradoxe en demandant justement « si tous le monde est endetté, où est l'argent ? » Et bien dans la dette même. Le comble de l'absurde est atteint en énonçant comme une



chose positive qu'un Pays ait réalisé de la croissance, et comme une chose négative que le Pays se soit endetté, alors qu'on décrit dans les deux cas le même phénomène. En d'autres termes, l'économie capitaliste n'est en définitive qu'une gigantesque bulle spéculative à l'échelle planétaire qui ne peut faire autrement que d'enfler suivant une courbe exponentielle (les « points » de croissance annuels étant cumulatifs). Une offre politique alternative trop sommaire, qui se limiterait au pronostic de l'éclatement de cette bulle pour tenter d'en appeler au pragmatisme cher aux libéraux, buterait sur l'impasse que cet éclatement n'est en rien assuré. Nous voulons en effet empêcher une perspective bien plus funeste : l'avènement d'une société néoféodale.

4. Du néolibéralisme au néoféodalisme

Le concept de « néolibéralisme » divise encore aujourd'hui, selon la réalité projetée dans une hypothétique nouveauté apportée au libéralisme. Né dans les années 30 à la suite de la montée des régimes totalitaires et des économies planifiées des pays de l'est, l'invention du néologisme « néolibéralisme » s'entendait essentiellement comme une réaction à ce qui avait été alors perçu comme une défaite du libéralisme et un appel à son renouvellement. Au delà des querelles d'écoles, il était surtout question de restreindre l'État à un rôle normatif et d'abaisser les frontières économiques, le protectionnisme étant perçu comme favorables à la formation d'oligopoles. On assiste depuis quelques décennies à une évolution du paradigme qui intègre une déréglementation générale des marchés, ainsi que la disparition partielle ou totale des services publics au profit du secteur privé. Ses détracteurs emploient le terme tout aussi controversé « d'ultralibéralisme » pour désigner cette forme extrême de néolibéralisme.

Imperium ne défend pas une position antilibérale dogmatique. Nous admettons que certains secteurs de l'économie puissent être propices à l'exercice libéral. Nous défendons la primauté du cadre légal, fixé et fondé par la volonté générale que prétend réduire la déréglementation au bénéfice d'une oligarchie, le service public en tant que premier garant de la souveraineté populaire et de l'identité nationale, et surtout l'impératif de garantir pour chacun sans exception, c'est-à-dire indépendamment de tout critère réel ou supposé de performance économique, une sécurisation des trajectoires individuelles conforme aux exigences minimales de dignité humaine imposées par l'état de civilisation que nous appelons de nos vœux pour contrer la menace néolibérale. Par « état de civilisation » nous entendons un état où la condition de chaque personne née dans la civilisation ne peut être pire que si elle était née dans les états antérieurs, jusqu'au conventionnel « état de nature ».



L'évolution néolibérale de la société laisse entrevoir un danger bien plus grand que l'éclatement hypothétique de la bulle financière constituée par la dette mondiale. Ce dernier créerait au moins les conditions d'un nouveau départ, même au prix d'une terrible récession. Le danger majeur reste cependant sans commune mesure et se profile aisément une fois admis que la dette est constituée d'argent virtuel créé *ex nihilo* pour soutenir la croissance, et non d'un simple prêt d'argent existant destiné à être remboursé. La nature même de cette « dette » exclut du reste toute perspective de remboursement, celui-ci étant supposé couvert par la création de richesse réelle à hauteur de sa propre valeur augmentée d'intérêts croissants. Cette dette mécanique perpétuellement croissante n'a d'autre but que d'asseoir la domination de la finance sur les États, dont elle restera *in fine* libre d'user comme bon lui semble. Elle pourra ainsi consentir toutes les remises de dettes devenues ostensiblement insupportables pour peu que les conditions de sa domination soient suffisamment acquises. Elle aura ainsi atteint son seul but : la primauté sans partage d'une aristocratie mondiale réduisant la citoyenneté au clientélisme économique, en d'autres termes une société néoféodale nécessairement antidémocratique. *Imperium* place au premier plan de tout combat de gauche la disparition de cette perspective, devant toute autre considération.

5. L'obsolescence de la « Valeur travail »

Imperium insiste sur la nécessité de combattre le dogme de la « valeur travail ». Née des spéculations économiques à travers les siècles, ce concept très théorique fut avancé par de nombreux précurseurs, de John Locke à Karl Marx. Tous avaient pour point commun d'identifier le travail comme élément de détermination de la valeur d'un bien. Les penseurs du capitalisme, en quête d'un critère mesurable de la valeur d'échange des biens et services, la trouvèrent faute de mieux dans le temps de travail nécessaire à leur production, et reprirent à leur compte la « valeur-travail » au prix de larges libertés conceptuelles. Ainsi, quand Locke fondait la propriété sur le travail, il évoquait « tout ce qu'il fait sortir de l'état dans lequel la nature l'a laissé, et y joint quelque chose qui est sien » par « le travail de son corps et l'ouvrage de ses mains », avec toutefois la limite notable qu'il doive « en rester assez, d'une qualité aussi bonne, et même plus que ne pouvaient utiliser les individus qui n'étaient pas encore pourvus (de propriété) ». On le voit, il n'est ici aucunement question de rente, de rendement de capital, de confrontation d'offre et de demande et encore moins de « coût du travail ». D'autres, derrière Marx, se sont surtout préoccupés d'identifier le travail et les travailleurs comme unique source de valeur, contre la théorie classique qui plaçait cette source dans tous les agents concourant à la production, bailleurs de capitaux compris.



Ces querelles d'érudits occultent une interprétation très différente de la « valeur-travail » par l'opinion. Celle-ci devient une prétention à évaluer la « valeur » personnelle de chaque individu dans l'échelle sociale sur le seul critère de son emploi productif. Cette conception est pour le moins contradictoire avec les notions de productivité et de consommation responsable, toutes deux considérées à juste titre comme des marqueurs de progrès alors qu'elles impliquent une raréfaction relative du travail. De plus, la production marchande n'est qu'un aspect parmi d'autres de la participation à la vie citoyenne. Enfin, la nécessaire intervention publique qu'implique toute alternative au capitalisme appelle à l'évidence une participation plus éminente à la vie de la Cité, consistant en une vigilance démocratique de chaque instant pour la sauvegarde des libertés publiques ainsi que d'un emploi soutenable des ressources auxquelles les prochaines générations seront autant légitimes à prétendre. Face à la raréfaction bénéfique du travail productif, le besoin croissant et vital de civilisation est largement susceptible de promouvoir une échelle sociale basée sur une valeur citoyenne en lieu et place de l'obsolète « valeur travail ».

6. La régulation économique

Imperium soutient le libéralisme philosophique et politique mais condamne son extension à la sphère économique. Les deux premières positions étant largement admises, l'emploi du terme « libéralisme » sans autre précision sera réputé renvoyer au seul libéralisme économique appelé au dépassement avec le capitalisme, outil de sa réalisation. Né de la révolution industrielle, le système capitaliste dévoile aujourd'hui ses effets pervers que sont le cercle vicieux d'une croissance insoutenable, un accroissement mécanique des inégalités et du déclassé, une insécurité croissante des trajectoires individuelles, l'inféodation des Nations démocratiques à la finance supranationale et l'emballé systématique de la dette.

Toute solution alternative implique un encadrement de l'économie par la puissance publique. La régulation économique consiste en ce que la puissance publique soit en mesure de contrôler tous les flux économiques ayant une incidence sur la satisfaction pour tous de leurs besoins fondamentaux, à savoir l'eau, la nourriture, l'environnement, le logement, l'habillement, la mobilité, la sécurité physique et sociale, la communication, l'accès au savoir et la dignité, et dans le même temps une production soutenable propre à ramener à minima au 31 décembre le jour du dépassement, à savoir la date où l'humanité est supposée avoir consommé toutes les ressources que la Terre peut régénérer en un an. Aucune puissance publique ne peut se prévaloir d'autres buts au motif de sa régulation, et le contre-pouvoir souverain est fondé à y veiller. En particulier, la régulation s'oppose à la planification économique décidée pour des objectifs politiques autres que ceux visés ici.



Titre III : le socialisme

1. Champ d'application

Imperium réfute les diverses interprétations qui agitent le débat public sur la signification du socialisme, en particulier la thématique nébuleuse des « valeurs », au profit d'une définition rationnelle qui concilie les aspirations du passé et nos attentes pour l'avenir. Le socialisme est un paradigme politique et social, autrement dit une vision du monde aussi bien qu'un modèle cohérent d'organisation des rapports économiques et sociaux. Apparu au XIXe siècle en opposition à l'individualisme naissant, et par suite au libéralisme et au capitalisme conséquents, le socialisme, tel que défini ci-après, s'impose comme le paradigme post-capitaliste.

2. Définition

Le socialisme est un paradigme politique et social qui tend à privilégier une société fondée sur la protection des droits, intérêts et valeur de chaque individu par rapport à toute forme de groupe social en son sein : corporation, tribu, clan, famille, origine, genre ou entreprise.

Le socialisme s'oppose explicitement à l'individualisme qui, pour sa part, tend à privilégier les droits, intérêts et valeur de l'individu par rapport à toute forme de groupe social, incluant la société dans son ensemble. Il s'oppose aussi au corporatisme qui tend à privilégier les droits, intérêts et valeur de groupes sociaux au sein de la société par rapport à l'individu, et bien sûr au collectivisme qui est la tendance à privilégier la domination des individus par un collectif réel ou imaginaire personnifié par l'État.

Imperium invite chaque citoyen à distinguer, dans ses références historiques, les modèles abusivement colorés de socialisme et qui relevaient dans leur fonctionnement du corporatisme ou du collectivisme. Le paradigme socialisme entendu ici n'a encore jamais été mis en application.

3. Valeurs et universalité

Imperium rejette la rhétorique poétique qui tente de circonvenir le socialisme à un ensemble de « valeurs » à prétention universelle. En particulier, le socialisme n'est ni un « réformisme de principe », ni un « sentiment de révolte », ni une « espérance », ni un « idéal », encore moins une « idée en construction permanente ». Le socialisme est une progression historique de l'individualisme, comme l'individualisme constitua en son temps une réaction historique à un ancien régime dont le modèle social apparaît rétrospectivement comme relevant du corporatisme.



4. L'intelligence collective de la société

Le socialisme repose sur le postulat que la société forme un tout distinct de la somme des individus qui la constituent, à l'encontre des individualistes qui la réduisent à une simple somme d'individus. Suivant l'énoncé d'Aristote posant que « le tout est supérieur à la somme des parties qui le constituent », les socialistes voient ce tout dans la complémentarité des interactions entre les membres d'une même société, produisant un résultat qu'aucun ne pourrait atteindre indépendamment, chacun étant limité par une perception partielle de l'environnement. Ce mécanisme fondamental est appelé synergie. La synergie sociale produit des capacités propres à une communauté appelées « intelligence collective ». En privilégiant les interactions entre les individus plutôt que les performances individuelles, l'intelligence collective de la société sera l'outil majeur de la régulation économique, condition indispensable à une allocation optimale, équitable et soutenable de ressources parvenues à leurs limites.

5. Structures sociales organique et mécanique

La réalisation du paradigme socialiste nécessitera une structure sociale adaptée. En particulier, il est important de distinguer la structure actuelle, le cas échéant dirigée par des responsables se réclamant du socialisme, de la structure sociale projetée par les socialistes et inexistante à ce jour. Celle-ci est de type « organique », autrement dit pensée comme un tout supérieur à la somme des parties qui le composent à l'image d'un organisme vivant, la synergie sociale formant un tout qui est la société, comme la vie forme le tout d'un corps humain. La structure concurrente actuelle est de type « mécanique », où la société est à l'inverse pensée comme une somme de parties distinctes à l'image d'une machine, une conception limitée dans ses moyens d'actions adaptée à la logique libérale.

6. Solidarité et assistanat

La différence fondamentale entre les sociétés organique et mécanique apparaît notamment dans la place accordée par la conscience collective aux notions de solidarité et d'assistanat. Les deux modèles se distinguent essentiellement par leurs effets moteurs respectifs et l'émulation sociale qui en découle. Dans la structure mécanique, caractéristique de la société libérale, l'effet moteur est obtenu par la somme des actions individuelles. L'émulation repose sur la mise en concurrence d'incitations personnelles, coercitives ou morales, ces dernières se référant à des « valeurs » décrétées comme la « valeur travail ».

Dans une structure organique, l'effet moteur repose sur l'intelligence collective de la société générée par la synergie sociale, comme dans



DÉCLARATION DE PRINCIPES

l'exemple d'une chaîne humaine pour le transport de charges au lieu d'aller/retours individuels. L'émulation est dans ce cas obtenue par la solidarité de la chaîne, c'est-à-dire le fait qu'elle ne doit pas être rompue.

La solidarité (de *solidus* : solide, entier, tout), principe essentiel de la structure organique, n'a aucun sens dans la logique mécanique qui ne peut alors que la réduire en « assistanat » en vertu d'une transposition abusive dans un système de valeurs où elle n'a fondamentalement aucune place.

Dans une structure organique, la solidarité désigne le simple constat des liens intégrant les intérêts individuels en intérêt mutuel. Elle est donc par essence incompatible avec l'assistanat qui suppose au moins deux intérêts distincts pour que l'un puisse « assister » l'autre. Des individus solidaires sont par définition « dans le même bateau » : les efforts individuels sont intégrés pour produire un résultat supérieur qui dépend de la complémentarité, autrement dit de la solidarité du corps social. L'idée même de compétition d'en trouve exclue : toute défaillance ne traduirait pas un échec « compétitif » mais une rupture de solidarité. Le principe de « solidarité » s'oppose donc frontalement à celui de « concurrence », et non au « travail » comment se fourvoient ceux qui l'assimilent à l'assistanat.

7. La liberté

Imperium réfute l'assimilation individualiste de la liberté au « libre-arbitre », théorisée par la pensée libérale en « égalité des chances ». Cette fiction n'a d'autre effet que d'affaiblir et de diviser la population, en réduisant la « liberté » à la mise en concurrence de choix individuels contraints par la nécessité économique et le déterminisme social. Dans un contexte concurrentiel, toute action économique décidée par « libre-arbitre » vise un avantage temporaire qui ne dure que jusqu'à satisfaction des « libre-arbitres » concurrents. Cette « régulation » opérée, l'avantage relatif disparaît au prix d'un recul général, comme le montre le dumping social ou encore la tendance baissière des prix qui, compressant celle des coûts, finit par réduire d'autant les salaires et le pouvoir d'achat. Au final, l'individualisme n'aboutit qu'à dégrader la situation générale sans solutionner les demandes initiales. Son « remède » implique obligatoirement une inégalité de traitement : permettre un nombre réduit de « vainqueurs », juste assez pour maintenir le rêve d'une possible « réussite ». Mais au bout du compte, la prétendue « égalité des chances » n'autorise qu'un nombre réduit de « réussites » dans la masse des « perdants ». L'inégalité sociale étant par nature inhérente au principe mécanique, des postures philosophiques sont alors nécessaires pour tenter de la faire admettre, comme le caractère supposément « naturel » de l'inégalité entre les êtres humains ou le fantasme très relatif du « mérite ».



DÉCLARATION DE PRINCIPES

Aux antipodes de cet usage dévoyé du libre-arbitre, la liberté véritable suppose une satisfaction générale des attentes, certes contraintes par la limite des ressources disponibles, mais en aucun cas par l'inégalité intrinsèque d'un système. Il n'est de liberté qui ne soit partagée, ce qui n'est possible que dans un cadre normatif permettant à une autorité consensuelle d'assurer la liberté de tous, en s'opposant au besoin au libre-arbitre individuel. Nous tenons pour liberté authentique la capacité objective de chacun d'influer sur les déterminants de son existence indépendamment de son statut social. Elle implique deux conditions impératives : la primauté du corps social pour y veiller et un contre-pouvoir démocratique pour le contrôler. L'effectivité de ce dernier ne peut être obtenue que par l'intelligence citoyenne de tous les enjeux et par la sécurité de toutes les trajectoires individuelles. Une structure sociale ou règne le libre-arbitre n'est en aucun cas régie par la loi de la liberté mais par celle de la jungle.

L'instruction citoyenne est indispensable aussi bien pour une pleine conscience des limites du libre-arbitre que pour l'acquisition des compétences requises par le devoir citoyen de contre-pouvoir démocratique. C'est pourquoi on ne naît pas libre mais on le devient, et on ne le devient que par l'exercice de la raison comme Montesquieu l'a souligné : « C'est dans le gouvernement républicain qu'on a besoin de toute la puissance de l'éducation ». C'est l'instruction qui transforme la foule orientée en Peuple institué, autrement dit la tentation d'ochlocratie en réelle démocratie.

La sécurité des trajectoires individuelles permet quant à elle les conditions d'existence conformes à l'exigence de dignité humaine indispensable à l'objectivité du devoir citoyen. La liberté, comme la démocratie, est un luxe de ventres pleins et assurés de le rester. Dans nos sociétés développées, la satisfaction inconditionnelle des besoins fondamentaux laissera une demande marginale suffisante pour une économie concurrentielle sans qu'il soit besoin d'y attenter dans un but de stimulation économique.

8. La valeur citoyenne

La notion de « valeur sociale » s'entend généralement comme la convention généralement admise pour pondérer le statut de chaque individu dans l'échelle sociale. Le paradigme individualiste, socle du capitalisme, prétend réduire l'être humain à sa seule capacité productive et pose dans ce but la valeur sociale comme la « valeur travail ». En d'autres termes, le statut social d'un individu est mesuré subjectivement par son emploi productif. Le paradigme socialiste définit l'homme comme un être social dont la valeur s'évalue à l'aune de sa liberté vraie, une vertu qui lui confère sa puissance délibérative et sa faculté d'assurer le service du bien commun. À une époque où le travail productif appelle davantage une rationalisation



qu'un accroissement, la société socialiste a vocation à promouvoir comme valeur sociale la valeur citoyenne, autrement dit l'implication effective dans la vie de la Nation, en lieu et place de l'obsolète « valeur travail ».

9. Socialisme, progression historique du libéralisme

La perspective socialiste tracée ici, dès lors qu'elle est admise comme progression historique nécessaire de l'individualisme, du libéralisme et du capitalisme, ne peut qu'amener à confirmer et à reprendre à notre compte la sentence prononcée par Jean Jaurès à Lille le 26 novembre 1900 :

« Le Parti socialiste est un parti d'opposition continue, profonde, à tout le système capitaliste, c'est-à-dire que tous nos actes, toutes nos pensées, toute notre propagande, tous nos votes doivent être dirigés vers la suppression la plus rapide possible de l'iniquité capitaliste ».

Titre IV : notre Nation européenne

1. Une nécessité historique

La mise en place d'une régulation économique dans l'objectif du dépassement du capitalisme suppose un rapport de forces avec la finance mondialisée. Propriétaire à ce jour des leviers de l'économie planétaire, celle-ci domine les Nations souveraines au mépris de leur légitimité démocratique. Le poids géopolitique de chaque État étant affecté par une dépendance extrême à des besoins d'échanges internationaux qui les inféodent à la finance, leur capacité d'influence est aujourd'hui hors de portée d'un seul d'entre eux, fut-il réputé « grande puissance ». Cette faiblesse est à peine entamée par l'actuelle Union paralysée par la concurrence égoïste des intérêts à courte vue de chaque État membre. La solution ne réside à l'évidence pas dans la sortie de l'Union, qui traduirait un affaiblissement relatif du poids économique du pays et par suite de sa capacité d'influence internationale, au rebours de toutes les fictions avancées par les « souverainistes » autoproclamés. La seule solution réside dans l'achèvement de l'intégration européenne en une Union politique, ce qui implique obligatoirement de penser et mener l'action politique de gauche à l'échelle des futurs États-Unis d'Europe ou quelque autre nom qu'il conviendra de donner à la nouvelle fédération.

2. Une réalité historique

Imperium reconnaît et défend l'idée que l'Europe n'est pas une simple construction politique, mais une Nation existante dont l'unité politique se fait attendre comme en leur temps pour la Grèce antique, l'Italie ou l'Allemagne. Cette réalité a vocation à s'imposer face à la disparité du « sentiment d'appartenance » qui ne saurait être considéré comme un frein, ce-



lui-ci venant à l'usage comme dans tous les préludes aux ensembles finalement consacrés par l'histoire. Au sens de « communauté de natifs », tel que le mot « nation » était entendu avant les dévoiements politiques opérés à partir du XVIII^e siècle, la Nation européenne en intègre d'autres comme la nation française, tout comme cette dernière, de la même façon, en intègre d'autres qui perdurent dans ses Régions.

Imperium définit la Nation comme une communauté humaine consciente de sa consistance identitaire issue d'une âme forgée par l'histoire, autrement dit un supplément, forgé par des racines historiques et culturelles, au simple contrat social volontaire. Le sentiment d'appartenance est le fruit d'une adhésion naturelle à un legs commun et transmissible. La Nation européenne est elle-même composée en son sein de Nations ayant vocation à l'autonomie administrative, dans le strict respect du principe de subsidiarité au sein d'un État national souverain.

Nous défendons cette conception *stato-nationale* de l'Europe, d'une part face à sa division politique actuelle en « États-nations » issue de circonstances historiques particulières aujourd'hui dépassées, et d'autre part face au mirage universaliste caractérisée par une velléité de dépassement du fait national au nom de « valeurs » diverses, ou d'une symbolique de façade, que sous-tend généralement la rhétorique pro-européenne. L'histoire n'offrant aucun exemple pérenne d'ensemble supranational, en dehors de la finance qui, aiguillonnée par l'intérêt vénal d'une minorité, demeure la seule internationale réussie de l'Histoire, nous disons qu'il n'est aucune autre solidarité possible que dans le cadre d'une Nation, et que notre chance réside dans la réalité historique de notre Nation européenne.

3. L'anomalie historique

L'union pour « faire la force » a toujours été l'unique motif de constitution des Nations, depuis que quelques villages établis sur des collines au bord du Tibre décidèrent de se réunir en un *Septimontium* qui deviendra Rome. Ce choix d'union en une Cité plus grande, dit *synœcisme*, a de tous temps formé le mouvement naturel à l'origine des Nations.

Ce mouvement multi-séculaire se heurte aujourd'hui à une anomalie historique. Pour la première fois sans doute dans l'histoire, il n'a pas produit pour l'Europe une Nation mais un OVNI institutionnel qualifié pour l'occasion d'*association politico-économique sui generis*, « sui generis » étant un terme juridique pour désigner « une situation dont la singularité prévient tout classement dans une catégorie répertoriée et fonde elle-même son propre genre ». Dans son « Livre blanc de la gouvernance européenne », l'institution « singulière » oppose aux gouvernements l'idée de « gouvernance », un mot aux contours mal définis pour désigner une dé-



DÉCLARATION DE PRINCIPES

marche décisionnaire diversement interprétée. Ces dispositions, supposées souligner la « transparence des institutions » et leur « ouverture à la société civile », n'ont pour effet que de brouiller tous les repères de fermer l'opinion à une institution perçue comme une structure supranationale complexe très éloignée de leurs préoccupations, dans laquelle à l'inverse les représentants d'intérêts privés naviguent à leur aise.

Un critère parfois avancé contre l'unité européenne est l'obstacle hypothétique de la langue. L'exemple des « États-nations » contredit pourtant cette fiction : la nation française n'a jamais conduit à la disparition les identités particulières basque, bretonne, corse ou provençale. Une langue véhiculaire commune sera évidemment nécessaire, mais cette nécessité n'est en aucun cas propre à l'union politique. Il suffit de considérer le caractère de nos jours incontournable de l'anglais « langue des affaires ». C'est finalement la moindre des choses. Après tout, les Hommes inventèrent le langage pour communiquer entre eux et non pour se distinguer les uns des autres. La ou les langues véhiculaires de l'Union ne feront pas davantage obstacle aux identités particulières, apprendre deux voire trois langues dès la naissance et par immersion n'étant pas un obstacle. Le multilinguisme se révélera *in fine* un liant identitaire européen de plus.

Les seuls intérêts craignant, à juste titre, une Europe forte sont ceux de la finance internationale.

4. La laïcité

L'indispensable ciment national d'une Europe unie repose évidemment sur le ciment culturel d'une civilisation plus que bimillénaire. Or, comme l'a bien énoncé Paul Valéry, sont européens tous les peuples qui ont subi au cours de leur histoire la triple influence de la Grèce, de Rome et du christianisme. Ce dernier apparaît ainsi dans deux dimensions bien distinctes. Dans sa dimension religieuse, le christianisme a évidemment vocation à rester circonscrit à la sphère privée et à se voir opposer, en toute rigueur et comme toute autre religion, le strict principe laïc de séparation d'avec la sphère publique. Il est cependant aussi indéniable que, dans ses dimensions culturelle et symbolique, le christianisme constitue un patrimoine commun multiséculaire de notre Nation européenne, et qu'il conserve de ce fait, dans cette stricte limite, toute sa place dans l'espace public.

Cela signifie que la laïcité « à la française », conçue il y a plus d'un siècle dans une perspective universaliste et dans un contexte historique particulier, est aujourd'hui un obstacle à la cohésion nationale européenne. Le principe de séparation stricte entre la puissance publique et les autorités religieuses est désormais acquis pour tous, y compris l'Église elle-même qui a acté depuis longtemps la sécularisation définitive de la société. De



ce fait, la persistance anachronique, sous couvert de laïcité, d'un cléricisme athée intransigeant, contrevenant par là au principe même de laïcité, n'a aujourd'hui d'autre effet qu'un amalgame entre le fait religieux et des racines culturelles profondément ancrées dans l'identité culturelle européenne, nuisible à sa cohésion nationale.

5. Nos racines nationales

Imperium reconnaît l'enracinement dans le passé comme déterminant de l'identité collective. Cet enracinement est à la fois biologique et culturel, autrement dit ouvert à l'assimilation dès lors qu'il ne contrevient pas à nos racines historiques reçues en héritage et que nous aurons la responsabilité de transmettre en retour. Si le principe même de communauté n'est pas nécessairement incompatible avec l'intégration nationale, tout repli communautaire doit à l'inverse être interprété comme un échec d'intégration et non comme une manifestation de « diversité » portée par la fiction du « vivre ensemble », qui prétend réduire la République à une juxtaposition de communautés cloisonnées et supposés unies par des seules « valeurs ». La Nation ne se résume pas au seul consentement individuel à un contrat social qui ouvre la voie au libéralisme. Nous sommes aujourd'hui confrontés à l'urgence d'une prise de conscience de notre unité de civilisation opposable à la menace globalisée. Notre Nation européenne, première puissance politique mondiale, sera seule en mesure de s'opposer aux intérêts de la classe supranationale des propriétaires du monde. Ces derniers l'ont bien compris et s'emploient, par l'entremise des lobbies, à circonvenir des consommateurs politiques qui peuvent le cas échéant croire « sanctionner » leurs élus par leur abstention ou des votes irresponsables, alors qu'ils ne font que servir les intérêts de leurs maîtres. La démocratie suppose l'existence de démocrates, autrement dit de Citoyens !

Imperium invite à rappeler en toute circonstance la citation de Victor Hugo prononcée au congrès de la Paix à Paris le 21 août 1849 :

« ...Un jour viendra où vous, France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, se sont fondues dans la France... ».



Titre V : amendements

NB : « amendement » ne s'entend pas ici au sens du droit français de modification du texte principal, mais au sens plus anglo-saxon de complément à son éclairage.

1. Décroissance et sobriété économique

L'impératif de régulation économique implique un objectif de décroissance qu'il convient de ne pas confondre avec la sobriété économique.

La « décroissance », telle qu'elle est souvent entendue improprement dans le débat public, désigne en fait la *sobriété économique*, un concept qui vise à ajuster la consommation à une production soutenable d'énergie et de ressources naturelles. En tout état de cause, une certaine mesure de sobriété économique est à l'évidence imposée par l'impératif d'un retour du jour de dépassement au 31 décembre à minima.

La décroissance désigne cependant une toute autre chose dont la compréhension nécessite préalablement celle du capital, notamment du caractère virtuel de l'accumulation exprimée en grandeur de valeur d'échange. Cette conscience éclaire sans ambiguïté la consubstantialité de la croissance au capitalisme, et par conséquence logique, celle de la décroissance au dépassement nécessaire du capitalisme.

La croissance économique, évaluée en variation relative du PIB, ne désigne pas l'évolution de la production mais celle de sa valorisation financière. En d'autres termes, une croissance de 100 % s'obtient aussi bien en doublant le volume d'une production qu'en doublant le prix de vente d'un volume égal de cette même production. La croissance naît aussi bien des travaux nécessités par les catastrophes naturelles que des situations de pénurie, entretenues ou pas. A l'inverse, une décroissance absolue équivaudrait en théorie à l'abondance totale, comme l'air respirable dont la valeur marchande est nulle du fait même de son abondance.

La décroissance ne s'oppose donc pas, contre l'apparence, à la croissance productive mais à sa rareté relative. Elle pourrait même au contraire se traduire par une sollicitation importante de notre capacité productive, notamment pour la refonte de nos équipements structurants et un aménagement du territoire adapté à un objectif de décroissance, une sollicitation qui pourrait alors paradoxalement se trouver exposée à la contrainte de sobriété économique.

Une réduction de la pression sur le niveau de vie de la population passe, dans le système actuel, par les augmentations de salaires. Or celles-ci alimentent le cercle vicieux de la dette, sauf à être contenue par l'inflation aujourd'hui jugulée, condamnant cette impasse. La seule solution réside



DÉCLARATION DE PRINCIPES

dans la compression en valeur des dépenses contraintes, ce qui implique nécessairement une décroissance des biens et services relevant de la satisfaction des besoins fondamentaux. En s'opposant frontalement au paradigme mondial actuel, elle n'est envisageable qu'à l'échelle européenne, l'exigence résiduelle de production capitaliste restant contrainte par le volume nécessaire d'échanges extérieurs.

L'impératif de décroissance implique à terme :

1. L'abolition du prêt à intérêt et des dividendes, ce qui disqualifie l'investissement spéculatif et la propriété privée des moyens de production et d'échange pour tout ce qui relève des besoins fondamentaux.
2. L'abolition de la rente foncière, immobilière et financière qui compromet le pouvoir d'achat en obligeant à la création de plus-values financières et à l'entretien du cercle vicieux de la croissance.
3. Une économie administrée afin d'entretenir le moteur productif dans un environnement incitatif déconnecté de l'aiguillon vénal.

2. Démocratie et ochlocratie

Une erreur fréquente postule la démocratie comme un régime politique permettant à chacun l'expression de son opinion, dont la majorité aurait valeur décisionnelle. On cite volontiers le référendum français de mai 2005, relatif au traité constitutionnel européen, pour contester le caractère démocratique de nos institutions sur le seul critère de la décision souveraine, loin de toute argumentation étayée par des enjeux. Ce caractère réputé « souverain » réside justement dans cette absence de responsabilité : avis réfléchis et caprices y ont égale valeur. Le pouvoir considère d'autant moins la sentence majoritaire que celle-ci n'a, dans les institutions actuelles, d'autre fonction que d'asseoir la légitimité d'une action politique en lieu et place de l'ancien droit divin. Elle importe d'autant moins encore que l'ignorance générale des enjeux qui sous-tendent la décision permet aux relais d'opinion de guider la foule comme le berger guide son troupeau vers la décision conforme aux intérêts dominants.

Un tel régime ne saurait en aucun cas satisfaire à la définition de « démocratie ». La démocratie s'entend comme le pouvoir au *demos*, autrement dit le *Peuple institué*, à savoir la libre société de *citoyens* éclairés participant de manière objective et désintéressée au bien commun appelé *Cité* ou *res publica*, la « chose publique » dite *République*. Les pères fondateurs de la démocratie, autrefois déjà, distinguaient le *demos* de l'*okhlos*, la foule en tant que masse manipulable et passionnelle, souvent guidée par l'intérêt personnel à court terme et dont l'exaltation à des fins politiques est aujourd'hui appelée *populisme*. L'*ochlocratie* est une perversion



DÉCLARATION DE PRINCIPES

de la démocratie suivant la théorie de l'*anacyclose* énoncée notamment par Polybe : dernière des six phases de la théorie cyclique de la succession des régimes politiques, après la monarchie dégradée en tyrannie, à laquelle remédie l'aristocratie avant de se dégrader à son tour en oligarchie, à laquelle répond enfin la démocratie pour finir en ochlocratie, le pire des régimes ne trouvant sa solution que dans l'homme providentiel qui préfigure le retour à la monarchie, bouclant ainsi le cycle. Trois signes annoncent l'ochlocratie des temps présents : la prégnance de l'intérêt privé sur le bien public dans les choix électoraux, l'avancée du populisme et la quête du chef providentiel que trahit la présidentielle de 2017. Si on prête crédit à l'*anacyclose*, nous serions donc en fin du cycle fatal à la démocratie. Mais aucune fatalité ne résiste éternellement à son exégèse et *Imperium* défend une voie alternative.

Le régime actuel, taillé sur mesure pour le consumérisme politique, lui-même adapté à la dérégulation libérale, ne peut convenir à un nouveau paradigme socio-économique dans lequel l'appareil d'État d'une Europe unie disposerait de la puissance requise par sa mission régulatrice face aux marchés. Il ne saurait à l'évidence convenir davantage au régime autoritaire d'un « homme providentiel » face à la complexité des enjeux. Dans les deux cas, le risque évident en matière de libertés individuelles pourrait de surcroît se doubler d'un déséquilibre géopolitique planétaire tant que l'Europe restera la première puissance économique mondiale. Un contre-pouvoir à la mesure d'une telle puissance publique ne pourra être assumé que par un Peuple souverain et citoyen. Encore devra-t-il disposer des facultés structurelles de l'exercer, ce qui implique :

1. d'exclure de la manière la plus stricte le consumérisme politique corrélatif à la dérégulation libérale, au profit d'un contre-pouvoir exercé objectivement par des citoyens éclairés. Dans ce but, les situations impropres à l'objectivité du devoir citoyen devront être éradiquées, en premier lieu toute situation de précarité économique qui fausse la neutralité du jugement. Ensuite, la formation citoyenne tout au long de la vie devra permettre la maîtrise de tous les enjeux, et enfin bien sûr, les institutions devront prévoir tous les outils requis par l'encadrement de la décision publique par la vigilance citoyenne ;
2. de créer en définitive les conditions, par les moyens combinés de l'effectivité d'une puissance publique et de la sécurisation des trajectoires individuelles, d'une dialectique émancipatrice permanente vers la liberté véritable, définie comme une faculté réelle d'influence de chaque individu sur ses conditions d'existence, aux antipodes de l'illusion libérale du libre-arbitre exercé dans un cadre contraint par la nécessité économique autant que le déterminisme social.

Dépôt légal 2018
Distribué par nos soins

